

Séance du 22 mai 1910.

Sommaire:

- 1^o Communication au sujet de l'immigration chinoise.
- 2^o Projet d'arrêté interdisant dans la Colonie la circulation des monnaies chiliennes et péruviennes.
- 3^o Projet d'arrêté établissant un droit de 0 fr. 75 par tonne pour les phosphates à leur sortie des établissements français de l'Océanie.
- 4^o Projet d'arrêté assujettissant à une patente spéciale, fixe et proportionnelle, toute entreprise d'exploitation de phosphate installée dans les établissements français de l'Océanie.
- 5^o Divers arrêts concernant la récolte de la vanille dans les établissements français de l'Océanie.
- 6^o Au sujet de l'élection du 3^e ligé au Conseil Supérieur des Colonies;
- 7^o Au sujet du nouveau tarif des douanes;
- 8^o Arrêté portant ouverture d'un crédit supplémentaire de la somme de soixante quatre mille cinq cent quatre-vingt-six francs quatre-vingt-trois centimes au titre du Budget Local, Exercice 1910;

golette pour les Lianouls

Le Conseil d'Administration composé de:

M. JOSEPH FRANCOIS, Gouverneur, Président;

CHARLIER, Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire;

GILBERT, Chef du Service de l'Intérieur;

VONNEBERGER, Receveur de l'Enregistrement et des Domaines;

CATELLA, Maire de Apote;

BAOUIA, Président de la Chambre de Commerce;

MILLARD, Vice-Président de la Chambre d'Agriculture;

BOCCATE, Administrateur des Tuamotu;

BAILLON, Chef de Cabinet, Secrétaire du Conseil;

tenant la plume, s'est réuni le vingt trois mai mil neuf cent dix à huit heures du matin au lieu habituel de ses réunions.

M. le GOUVERNEUR déclare la séance ouverte.

Il donne lecture de la note suivante de M. le Consul Général de France à Auckland, qui lui a été transmise par

l'intermédiaire du Ministère des Colonies.

la Communication au sujet de l'immigration chinoise.

Auckland, le 10 décembre 1909.

NOTE:

Les chinois en Nouvelle-Zélande.

En 1861, on comptait encore 5.004 chinois établis en Nouvelle-Zélande.

Leur nombre est tombé successivement à 4.542 en 1864, à 3.711 en 1896, à 2857 en 1901 et 2.570 en 1906. Pendant les deux années suivantes toutefois, la Colonie Chinoise a été renforcée par l'excédent des nouveaux venus sur les partants et se composait, à la fin de 1908, de 2.996 personnes, dont 61 du sexe féminin.

Les relevés publiés après le dernier recensement en 1906 font connaître comme suit les diverses professions exercées à cette époque, par les résidents chinois, savoir:

734 maraîchers et 67 aides,

612 mineurs (dans les mines d'or),

219 blanchisseurs et 24 aides,

184 marchands de fruits et de légumes 48 aides,

143 ouvriers et travailleurs étrangers,

93 cuisiniers et domestiques,

53 boutiquiers et 25 employés,

44 colporteurs,

34 marchands des quatre saisons ambulants,

24 apiciers,

22 restaurateurs et tenanciers d'hôtels,

6 charpentiers,

7 négociants,

5 pêcheurs,

4 interprètes.

Au moment du recensement 22 chinois se trouvaient internés dans des maisons de santé 5 étaient en prison 3

dans

dans des hôpitaux et 15 étaient placés dans des établissements charitables de la Colonie.

C'est en 1881 que le Gouvernement Néo-Zélandais décida de restreindre l'immigration asiatique, jugeant nécessaire d'inaugurer une politique d'exclusion contre les chinois et fit voter au Parlement une loi frappant d'une taxe d'entrée (Poll tax de 10 £) tout sujet chinois débarquant dans la Colonie. Plus tard, en 1896, la taxe fut élevée à 1 £ 100, ou à 2.500 fr., par tête, et à la même occasion le Parlement décida que le nombre des immigrants chinois pouvant être transportés en Nouvelle-Zélande dans chaque navire serait limité à un par deux cents tonnes de jauge.

Récemment en 1907, un Act du Parlement impose aux immigrants chinois l'obligation de lire un texte imprimé en anglais, choisi par le chef de la douane au port de débarquement et composé d'en moins cent mots. Cette dernière loi après avoir obtenu la sanction royale, a été mise en vigueur à partir du 25 octobre 1908. Avisés par leurs compatriotes installés en Nouvelle-Zélande de l'adoption probable de cette nouvelle mesure et anxieux d'échapper à l'examen anglais - qui constitue peut-être le moyen d'exclusion le plus efficace qui ait été adopté jusqu'alors à leur égard - les Chinois ainsi qu'il a été dit plus haut sont arrivés dans la colonie, au cours des années 1907 et 1908, en nombre sensiblement plus élevé que par le passé. Depuis un an, du reste, le mouvement se serait beaucoup ralenti.

Dans chacun des principaux ports est organisé un service de vérification d'identité par l'empreinte des doigts formalité à laquelle est soumis tout chinois à son débarquement, comme aussi à son départ dans le cas où il manifesterait l'intention de revenir dans la Colonie. S'il rentre avant l'expiration d'une période de quatre années, il ne sera pas tenu de payer une seconde fois la taxe d'entrée de 1 £ 100, mais passé ce délai la taxe entière est perçue.

Les chinois, alors même qu'il aurait obtenu la naturalisation néo-zélandaise et qu'il remplirait les conditions d'âge de séjour et autres prescrites par les règlements est exclus des avantages de la loi sur les pensions de retraites pour la vieillesse.

L'action du Gouvernement adoptant contre les sujets chinois les diverses mesures d'exception que je viens d'énumérer est pleinement approuvée par l'opinion publique de cette colonie, très hostile à la race jaune. La Nouvelle-Zélande, répète-t-on à chaque instant doit rester un pays de civilisation occidentale - "a white man's country" - d'où il faut expulser par tous les moyens, les chinois dont la présence, de l'avis des Néo-Zélandais, offre un danger moral et économique./.

Le Consul de France:

Signé: DUTREUIL.

N. le GOUVERNEMENT donne ensuite connaissance des renseignements qui lui ont été fournis par le Service des Contributions sur le nombre et les professions des Chinois installés au 1er mai dans la Colonie.

SERVICE DES CONTRIBUTIONS

1912 faisant connaître le nombre de chinois existant dans la Colonie au 1er mai 1912 et les professions exercées par eux.

Population chinoise des Etablissements français de l'Océanie.....667 hommes.
58 femmes
12 garçons.
2 filles.

compris (et dans ce chiffre ne sont pas
les enfants nés dans la Colonie. 739 (et

Ville de Papeete.....	77. (1)
Districts de Tahiti et de Moorea.....	62. (2)
Quarantaine.....	4.
Purutu.....	1.
Pahia.....	4.
Gambier.....	1.
Marquises.....	2.
Iles Sous-le-Vent.....	26.

(1) 77 patentés, titulaires de 116 patentes, se décomposent comme suit:

Marchands de 1 ^{re} classe.....	7.
- de - 4 ^{ème} classe.....	57.
- de - café.....	26.
Restaurateurs.....	12.
Pâtisseries.....	5.
Boulangers.....	3.
Blanchisseurs.....	1.
Verblantiers.....	2.
Charpentiers.....	1.
Bouchers.....	2.
Religieux.....	1.

Total.....116 patentes.

(2) 62 patentés titulaires de 269 patentes se décomposent comme suit:

Marchands de 1 ^{re} classe.....	5.
- de - 4 ^{ème} classe.....	90.
- de - café.....	59.
Restaurateurs.....	2.
Pâtisseries.....	27.
Boulangers.....	35.
Colporteurs.....	22.
Bouchers.....	9.
Volantiers.....	4.
Verblantier.....	1.

Total.....269 patentes.

M. LE GOUVERNEUR attire l'attention du Conseil sur ce fait que la liste qui vient d'être lue est arrêtée au premier mai. Depuis cette époque, il est arrivé dans la Colonie, par le dernier courrier de Nouvelle-Zélande, une vingtaine de Chinois, et fait plus grave, l'Administration a appris que.....

que ces chinois venaient pour créer à Tahiti une Société coopérative de fabrication de chaussures.

M. le GOUVERNEUR fait remarquer, en même temps, que les chinois paraissent s'être spécialisés, en Nouvelle-Zélande, dans la profession de jardinier ou de maraîcher, contrairement à ce qui s'est passé dans les Etablissements français de l'Océanie, où ils font surtout du commerce.

M. RAOUX constate que, dans la colonie, pour 732 chinois, il y avait, au 1er mai dernier, 385 patentes.

M. MILLAUD se demande si en Nouvelle-Zélande les chinois obtiennent facilement des patentes.

M. VERMILLENH répond que les chinois y sont extrêmement méprisés et que, comme négociants, on les boycotte.

M. RAOUX pense qu'une des principales raisons de leur peu de succès en Nouvelle-Zélande est l'accueil qui leur est fait par la population. Les Néo-Zélandais, très fiers, regardent avec dédain les chinois.

La population indigène de Tahiti, loin de leur être hostile, leur fait, au contraire, le meilleur accueil.

Continuant l'examen de la Note de M. le Consul Général de France à Auckland, M. le Gouverneur remarque que la mesure administrative prise en Nouvelle-Zélande contre l'immigration chinoise a reçu la sanction royale. Ce renseignement est en contradiction avec ceux qu'il avait recueillis déjà et dont il avait autrefois entretenu le Conseil. En réalité, toutes les mesures prises en Nouvelle-Zélande à l'égard des chinois ont été approuvées par la Métropole.

C'est en 1896 que la Nouvelle-Zélande a élevé à 100 livres la taxe d'immigration.

C'est à cette même époque qu'on se préoccupait à

Tahiti d'entraver l'immigration chinoise mais le Département n'a point approuvé les propositions formulées à cet égard. Il y a lieu de remarquer enfin que c'est en 1907 que le Parlement Néo-Zélandais obligea tous immigrants à lire à leur arrivée un texte en langue anglaise et que cet acte était revêtu de la sanction royale en 1908.

M. HILLAUD estime que si le Département n'a pas accepté la taxe qui lui était proposée par la colonie c'est qu'elle visait uniquement les chinois. En Nouvelle-Zélande, la taxe d'immigration, aussi bien, d'ailleurs, que l'obligation de lire un texte en anglais, vise tous les étrangers.

Ceci n'est pas l'avis de M. VERMERSCH qui estime que ces mesures s'appliquent seulement aux gens de couleur. Il a eu l'occasion d'en être informé lors de son récent passage en Australie.

M. le GOUVERNEUR répond qu'il ne croit pas que la mesure indiquée dans la Note du Consul Général de France à Auckland vise seulement les gens de couleur. D'ailleurs, la remarque de M. VERMERSCH s'applique seulement à l'Australie et l'on sait justement la lutte qui s'engagea à maintes reprises entre l'Angleterre et sa colonie au sujet de mesures trop sévères prises par celle-ci. M. le GOUVERNEUR ajoute qu'il fera procéder à un supplément d'enquête sur la question.

M. BAOUX demande la parole. Il voudrait, dit-il, faire remarquer que la communication du Consul Général de France à Auckland a une très grande importance. Si un grand pays, très peuplé, comme la Nouvelle-Zélande, éprouve le besoin de se défendre, à plus forte raison un petit pays, comme Tahiti, doit-il prendre des mesures énergiques pour lutter contre l'envahissement des chinois. Plus de la moitié des chinois, ressort-il de la Note des Contributions, ont des patentes, très utiles comme agriculteurs, ils sont extrêmement nuisibles

tout, puisque de grandes nations, comme le Mexique, l'Australie la Nouvelle-Zélande se voient forcées de prendre contre eux des mesures prohibitives.

Ils augmentent chaque jour en nombre dans la Colonie, et un moment viendra où il n'y aura plus de place pour d'autres commerçants qu'eux.

Il est absolument nécessaire, dit M. RAOUX, que la France protège sa colonie. C'est ce qu'ont demandé maintes reprises les divers Conseils de la Colonie, qui ont mis le vœu de frapper d'une forte taxe tous Chinois immigrants; mais le Département s'est toujours refusé de les suivre dans cette voie. Pour qu'une taxe soit efficace, il faut qu'elle soit suffisamment élevée. Et M. RAOUX conclut que la seule mesure à prendre est de frapper les immigrants d'une très forte taxe à leur arrivée à Tahiti.

M. le GOUVERNEUR répond à M. RAOUX qu'il existe déjà une taxe. Cette taxe est évidemment insignifiante au point de vue du quantum, mais il faut être bien persuadé que les Chinois ne seront jamais arrêtés par une taxe quelconque. Enfin il est malheureusement à craindre qu'une taxe nouvelle et plus élevée ne reçoive point la sanction du Département.

M. RAOUX estime que cela dépendra du quantum.

Si l'on entre dans la voie de la Nouvelle-Zélande, lui dit M. le GOUVERNEUR, il n'y a pas de doute que ce quantum sera refusé.

Les deux choses l'une, répond M. RAOUX: ou la Métropole veut que Tahiti reste français ou elle s'en désintéresse. Si la France ne veut pas sanctionner des mesures protectrices efficaces, il lui faut se résoudre à perdre sa Colonie. A quoi bon envoyer des Français aux colonies, si elle se refuse à les protéger.

M. le GOUVERNEUR se déclare, en effet, alarmé de l'arrivée récente d'un groupe de Chinois, venus dans le but de fonder une.....

fonder une coopérative de production et de vente. Il est obligé de reconnaître, après une étude attentive de la question, depuis plus d'une année, que l'immigration chinoise, dans les établissements français de l'Océanie, prend aujourd'hui un caractère alarmant et qu'il importe d'attirer sur ce danger la bienveillante attention et toute la bienveillante attention du Département.

M. le CHIEF du SERVICE JUDICIAIRE dit que la seule solution, à son avis, serait d'empêcher le débarquement des chinois pour raisons sanitaires. Il se demande si cette solution ne serait pas vue favorablement par le Département.

M. le GOUVERNEUR répond qu'il a depuis longtemps envisagé cette question et qu'il l'a examinée sous toutes ses faces.

Il pense même que la Métropole s'associerait à toutes mesures prises dans ce genre d'idées. Malheureusement, la difficulté vient de ce que les médecins chargés d'examiner les chinois à l'arrivée refusent, avec une indépendance qui d'ailleurs leur fait le plus grand honneur, d'aider l'Administration et d'être guidés autrement que par leur conscience médicale.

M. MILLAUD constate que la Métropole se refuse à toute mesure d'exception. Il faudrait donc prendre une mesure générale et obliger, par exemple, tout immigrant à subir à son arrivée dans la colonie un examen dans une langue européenne connue, au choix d'examineurs désignés par l'Administration. Evidemment, pour un allemand, l'interrogation pourrait être en allemand, pour un anglais, en anglais, &c, mais quand il s'agirait de chinois, l'examen pourrait se passer en français ou dans n'importe quelle langue, et le chinois serait ainsi refusé.

M. le GOUVERNEUR pense que le moyen n'est pas mauvais.

M. CARDELLA fait remarquer que les mesures prises par la Nouvelle-Zélande le sont par un pays pour ainsi dire indé-

pendant lequel il ne faut pas assimiler Tahiti. Il doute même qu'il puisse être pris de semblables mesures dans une colonie de la couronne anglaise. Le remède à la situation actuelle serait, de l'avis de M. CARRELL, que tous les commerçants, tous les propriétaires, tous les colons, prissent une décision radicale, celle de ne jamais employer de chinois, de ne jamais leur vendre, leur louer quoi que ce soit. Les chinois seraient ainsi obligés de quitter l'aposte.

Plusieurs membres du Conseil objectent que les chinois iraient dans les districts et que la question resterait la même.

M. CARRELL précise sa pensée et dit qu'il faudrait une entente générale non seulement pour l'aposte, mais pour toute la colonie.

M. le GOUVERNEUR lui répond qu'il doute qu'on puisse parvenir à une telle entente.

M. REAULT confirme cette opinion et déclare que la proposition de M. CARRELL est impraticable. En vue de discuter justement de la question chinoise, dit-il, et d'y chercher une solution, la Chambre de Commerce avait convoqué à une réunion tous les commerçants de l'aposte, y compris les commerçants étrangers. Ceux-ci se sont abstenus de se rendre à la convocation, sans aucun doute pour ne pas se compromettre auprès des chinois.

La proposition de M. CARRELL, excellente au point de vue théorique est irréalisable au point de vue pratique.

M. REAULT rappelle que, au cours de la réunion, il fut demandé que les chinois fussent obligés de tenir leurs livres de commerce en une langue européenne connue. Qu'un chinois vienne, en effet, à mourir, qu'il aise sa maison de commerce à un autre chinois, il est impossible de regarder dans ses comptes et pour ainsi dire jamais le Successeur de l'Intéressé ne perçoit le moindre droit de mutation.

10. VERMOREL confirme cette appréciation pour la raison, dit-il, que l'Administration n'est pas armée pour réclamer des droits de mutation payables sur des objets mobiliers ou marchandises, si l'importance n'en est pas constatée par un inventaire régulier. Or, l'Administration n'a pas le droit de requérir cet inventaire, pas plus du reste pour les chinois que pour les européens ou les indigènes.

11. le GOUVERNEUR resume la présente discussion. Le Conseil d'Administration se trouve en présence des propositions suivantes:

La première, présentée par M. MOUTON, est de frapper les chinois immigrants d'une taxe très élevée; la seconde, émanant de M. MILLAUD, consiste dans l'obligation pour tout immigrant venant s'installer dans le pays de faire preuve de la connaissance d'une langue au choix des examinateurs; la troisième est une entente générale entre tous les concourants.

Le Conseil examine la question de savoir si l'examen porterait sur la langue française seulement ou sur une langue européenne quelconque.

Imposer à l'immigrant un examen dans une langue européenne au choix de l'examineur, serait, estime M. VERMOREL, un peu arbitraire. Il propose, pour tourner la difficulté, de demander tout simplement la connaissance d'une langue européenne, au choix de l'immigrant, mais de compléter l'épreuve orale par une épreuve écrite. Il est peu de chinois qui seraient capables de satisfaire à ces conditions.

M. MILLAUD observe qu'il est bien certain que le Conseil d'Administration ne fait qu'exprimer un vœu et ses propositions n'ont que la valeur qui leur sera accordée par la Métropole. Il serait exagéré de dire, ajoute-t-il, que si ses propositions étaient adoptées les étrangers seraient à la merci de la Commission d'examen. La colonie, si peu peuplée, n'a pas avantage à empêcher les européens à s'y installer, à

que la Commission autoriserait l'entrée des immigrants européens et que la mesure ne serait dirigée en réalité que contre les chinois.

Que l'on exige de tout immigrant chinois dans une colonie française la connaissance du français, répond M. HIRIAUD à M. le GOUVERNEUR, cela peut paraître abusif mais logique, mais imposer à tout étranger la connaissance d'une langue européenne quelconque, demander à un chinois, par exemple, la connaissance de l'anglais ne présenterait plus ce caractère et le Département ne pourrait pas suivre le Conseil d'Administration dans cette voie.

M. VERMOREL se rallie à la proposition de M. HIRIAUD, en la renforçant de celle de M. RAOUX. Sa proposition tend donc, dit-il, à inaugurer à Tahiti le régime de la Nouvelle Zélande.

M. le GOUVERNEUR met aux voix les diverses propositions.

A l'exception de M. GARNIER, qui s'abstient, et de M. MARCADE qui se déclare partisan de l'examen mais non de la taxe, le Conseil d'Administration est d'avis d'appliquer à Tahiti les mesures en vigueur en Nouvelle-Zélande.

Avant d'aborder l'étude qu'autres questions, M. RAOUX demande à présenter un vœu. Il demande que l'on oblige les chinois non pas à tenir leurs livres en français, mais dans une langue facile à comprendre.

M. le CHEF du SERVICE JUDICIAIRE répond qu'il croit, en effet, que la seule mesure efficace, et qui aurait des chances d'être obtenue parviendrait est l'obligation pour les chinois de tenir les livres de commerce dans une langue connue.

Adopté.

M. le GOUVERNEUR charge, en conséquence, M. le CHEF du SERVICE JUDICIAIRE de préparer pour un des prochains courriers un projet dans ce sens.

M. le Gouverneur donne la parole à M. Girard, Chef du

Le projet d'arrêté interdisant dans la Colonie la circulation des monnaies chiliennes et péruviennes.

DISCUSSION:

Les avis donnés à la population par le Journal officiel sur le danger pouvant résulter de l'usage des espèces chiliennes et péruviennes ont eu pour résultat la disparition spontanée des dites pièces de la circulation.

Notre système monétaire se trouve, de ce fait, complètement assaini.

Il importe désormais, d'assurer le maintien de cet état de choses auquel tendent, depuis une vingtaine d'années les efforts combinés de l'Administration et des Assemblées locales et qui se trouve aujourd'hui heureusement acquis.

Ce résultat, en effet, pourrait être compromis au moindre défaut de vigilance des Souverains locaux.

Sans doute les décrets des 20 octobre 1906 et 6 juin 1908 protègent la Colonie contre l'invasion nouvelle non seulement des espèces chiliennes et péruviennes, mais encore de toutes monnaies étrangères autres que celles admises dans les caisses publiques par les conventions internationales monétaires des 14 juillet 1866 et 6 et 12 novembre 1885. Mais la fraude étant toujours possible, la circulation des monnaies prohibées à l'entrée peut renaître si elle n'est pas formellement interdite.

Sans même tenir compte de l'introduction frauduleuse possible, il importe d'envisager le stock relativement considérable des espèces chiliennes et péruviennes encore sur place et qui n'attendent qu'une occasion favorable pour réapparaître dans la circulation.

Les conséquences d'un tel événement, s'il devait se réaliser, serait pour la Colonie qui étant souffert de la présence de cette diversité de monnaies sur son territoire un véritable désastre.

L'Administration.....